

DOSSIER

UNE AUTRE COMMUNE EST POSSIBLE

DÉVELOPPONS ENSEMBLE LES INITIATIVES CITOYENNES !



OXFAM

Magasins du monde

DOSSIER : INITIATIVES CITOYENNES

4 En bref

Ça bouge dans nos communes!

6 Dossier

Des communes qui voient plus loin que leur petit clocher



8 L-slam

Quand des citoyen-ne-s s'emparent du slam pour en faire un outil de réflexion et d'expression politique

9 Monnaie

Quand l'argent a des valeurs



10 Circuits locaux :

La Ceinture Aliment-Terre Liégeoise ou la dynamisation des circuits locaux



11 CDCE

Une campagne ouverte sur le monde... depuis votre commune !

12 Interview

Associer commerce équitable et transition écologique : utopie ou réalité ?

14 Objectifs de développement durable

Un outil au service du développement durable



18 Interview

Faire des achats publics de vêtements de travail durables un enjeu fort de ces élections

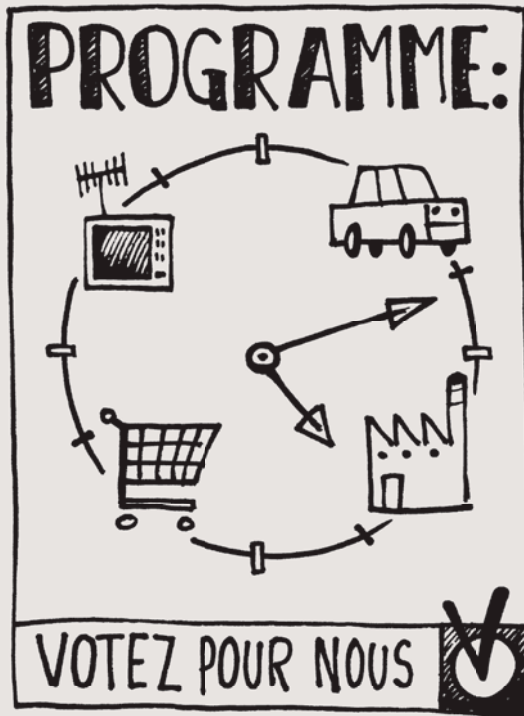
20 Fair trade Towns

Dans le Sud aussi, des communes se lancent dans l'aventure du commerce équitable !

22 Proposition aux communes

10 Propositions concrètes au niveau communal

VOUS N'AVEZ RIEN DE PLUS ORIGINAL?



L'IMAGINATION AU POUVOIR!

TITOM

Illustration de Titom, mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd 2.0 be. www.titom.be

UNE PUBLICATION D'OXFAM-MAGASINS DU MONDE Avril 2018 • 81612

ONT COLLABORÉ À CE DOSSIER:

Roland d'Hoop, Martin Rose, Sébastien Maes, Sophie Duponcheel, Jessica Hertsens, Patrick Veillard, Lorent Fritsche

ÉDITEUR RESPONSABLE:

Pierre Santacatterina, Rue provinciale, 285 - 1301 Bierges

© 2018 Oxfam-Magasins du monde
redaction@mdmoxfam.be • info@mdmoxfam.be

Imprimé sur papier recyclé et FSC



ÉDITO

L'IMAGINATION AU POUVOIR !

Oser sortir du cadre, réinventer de nouvelles manières de vivre ensemble, construire durable, manger sain et local, encourager le vélo, ouvrir sa commune aux nouvelles cultures, apprendre à cultiver, créer une donnerie ou un repair café, promouvoir la slow fashion et le commerce équitable, favoriser une monnaie locale... Tout ça, c'est possible.

Où ? Chez vous.

Quand ? Dès maintenant.

Avec qui ? Avec vos voisines et voisins, avec les forces vives de votre commune, avec les associations locales, avec les personnes déjà engagées ou encore à convaincre...

Avec les élections communales qui s'approchent, c'est le moment de mettre le projecteur sur tout ce qu'on peut faire au niveau local, et qui peut aussi faire bouger au niveau global. Une autre commune est possible, elle est déjà en marche !

Roland d'Hoop



OXFAM

Magasins du monde

Ce dossier est réalisé avec le soutien de la Direction Générale de la Coopération au Développement.



Belgique

partenaire du développement

EN BREF

I ÇA BOUGE DANS NOS COMMUNES!

En Belgique comme partout dans le monde, des citoyen-ne-s se mettent en action.

En voici quelques exemples, à vous de vous en inspirer pour mener votre alternative citoyenne !



© Quartier durable citoyen

À Bruxelles : Les quartiers durables et citoyens montrent l'exemple : potagers collectifs compost de quartier, projet d'alimentation durable, ateliers zéro déchet, repair café, donneries, poulailler... Vous pouvez bénéficier d'un accompagnement et d'un soutien financier en répondant à l'appel à projet « inspirons le quartier » de Bruxelles Environnement.

Bruxelles-Ville : La ville de Bruxelles a lancé un budget participatif. Pour une valeur de 200.000€, les Bruxellois peuvent proposer un projet pour leur quartier avant de les mettre eux-mêmes en œuvre.

Louvain-la-Neuve : Tout ce qui est payable en liquide dans l'administration pourra l'être dans la monnaie locale, le Talent. Une première en Wallonie ! De plus, la commune s'efforcera de payer ses

fournisseurs locaux de la même manière. Dans l'esprit des incroyables comestibles, découvrez l'Incredible Oasis à l'Axis Parc : une belle manière de susciter l'intérêt des entreprises du zoning et favoriser la convivialité : bbq express, cours de cuisine, espaces de rendez-vous,... www.facebook.com/incredibleoasis

Waterloo : Découvrez WooCoop, la nouvelle épicerie coopérative et citoyenne dans le quartier du Chenois, près de la gare.

Gembloux : La coopérative Agricover rassemble des producteurs·trices bio et des consommateurs·trices pour faire vivre les circuits courts et le bio dans la région.

Namur : L'ASBL L'adventice, une micro-ferme maraîchère située à Nalinnes, est une des lauréates

du projet "Wallonie #Demain". Elle vise à l'autonomie alimentaire et à la création d'emplois locaux.

Charleroi : Découvrez Coopeco, l'épicerie citoyenne et participative. Une ceinture alimentaire est aussi en train de naître en pays carolo.

Dinant : Groupe « circuits courts » et coopérative à finalité sociale avec des producteurs locaux "Copèractive" prends vie à Dinant.

Rocheftort : Le Voltî (volontiers en wallon) est le nom donné à la monnaie locale complémentaire à l'Euro qui circule dans les communes de Ciney, Hamois, Havelange, Marche-en-Famenne, Nassogne, Rocheftort, Somme-Leuze et alentours. Plus de 160 partenaires participent au Voltî.

Mouscron : Ville expérimentale pour le zéro déchet. La commune a par exemple distribué aux citoyen-ne-s un sac réutilisable en tissu pour le pain, avec des recettes pour réutiliser le pain rassis.

Mons : Troc Jardin propose des échanges de plants et de semences mais aussi de tout matériel pour le jardinage ou le petit élevage d'animaux.

Genappe : La fête des possibles, un moment convivial pour découvrir "Genappe en Transition", ses initiatives et les citoyen-ne-s qui sont derrière!

La Louvière : Début juin 2018, la ville s'associe à d'autres acteurs pour organiser « Cultivons-Nous », des journées culturelles autour de l'alimentation durable.



Tournai : Le Vert Potager est un jardin collectif lancé en 2011 par un groupe de “Travailleurs sans emploi” de la CSC. Le terrain, mis à disposition par la Verte Feuille, est devenu un petit Eden où poussent légumes et plantes médicinales pour le bonheur de ses jardiniers et de nombreuses abeilles.

Ath : Rues en transition, Journée des gratuits, repair café, conférences, films,... La cité des géants bouge au rythme de la transition !

Enghien : Depuis 2014, l’objectif zéro pesticide est atteint à Enghien. En effet, le personnel ouvrier a banni l’usage des pesticides partout dans la ville pour se tourner vers un désherbage respectueux de la nature et de l’humain.

Liège : Le Val’heureux est la monnaie citoyenne de Liège et sa région : Verviers, dans le Pays de Herve, dans la zone Huy-Hesbaye-Condruz ainsi qu’en Ourthe-Amblève, ce qui en fait une des monnaies alternatives belges qui couvre la plus grande superficie.

Herve : Ouverture d’un nouveau magasin associant Oxfam-Magasins du monde et l’association « Nos Racines » pour offrir le meilleur du local et de l’équitable.

La Province de Luxembourg : s’attèle depuis quelques années à devenir la première province de Wallonie à être une province du commerce équitable.

Bertrix : Un SEL est actif dans la commune de Bertrix. Un SEL est un Système d’Echange Local de services entre les membres du groupe.

Durbuy : Une donnerie est active dans la commune. Cela permet a des objets utiles (dont on n’a plus d’usage) de servir encore.

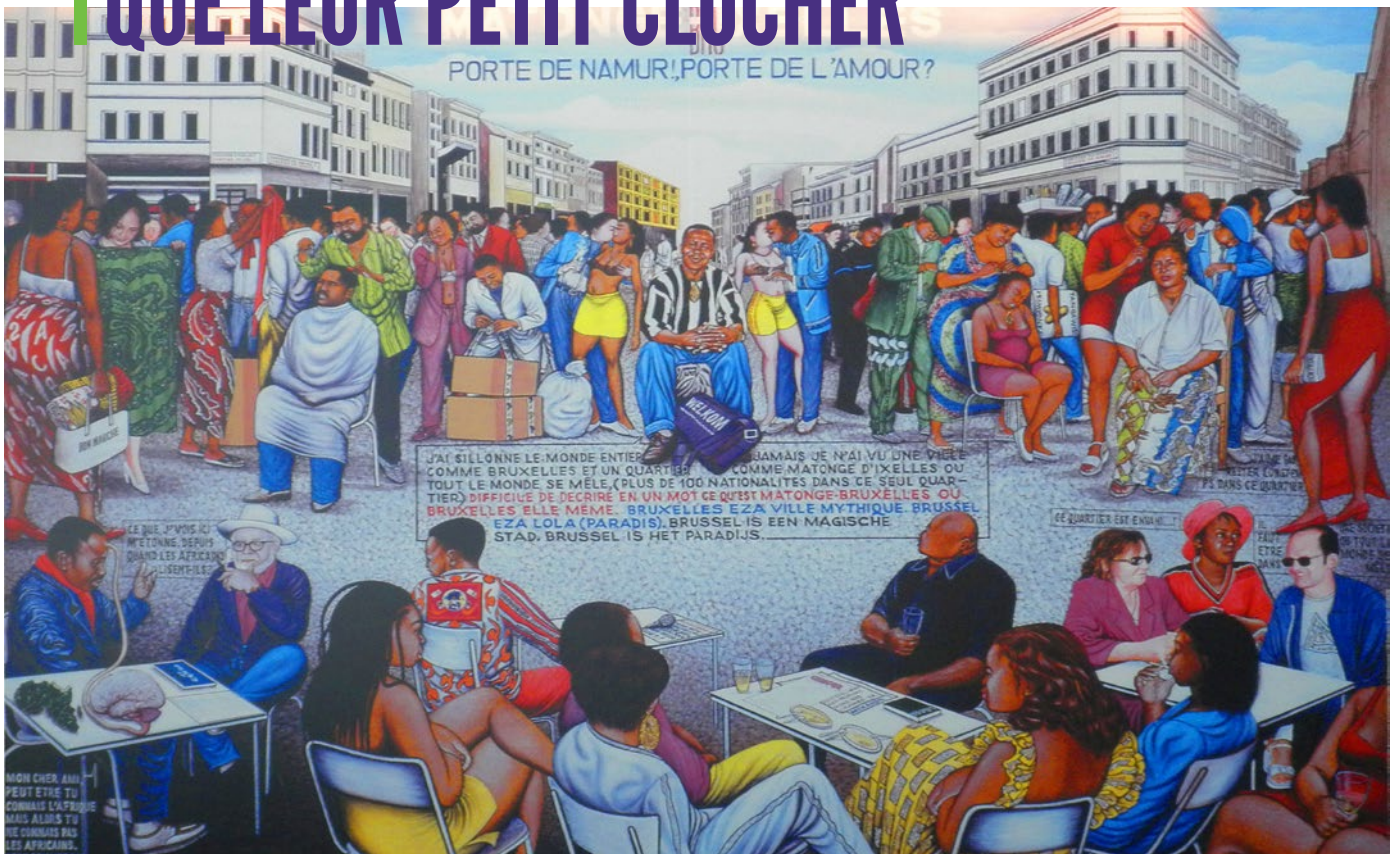
Arlon : très dynamique, le réseau de transition « Sud Luxembourg » fédère différents acteurs tels que Vents du Sud (éoliennes citoyennes gérées en coopérative), l’épi lorrain (monnaie locale), la coopérative agricole Climax, la ferme Biolorraine, le Repair Café...

Découvrez toutes les initiatives sur le site www.reseautransition.be



Rob Hopkins: initiateur du mouvement international des Villes en transition avec deux billets de Val’heureux

DES COMMUNES QUI VOIENT PLUS LOIN QUE LEUR PETIT CLOCHER



Fresque de l'artiste Chéri Samba à la Porte de Namur.

Vous vous promenez dans votre commune. Vous croisez des personnes de toute origine, qui ont amené avec elles leur histoire, leur langue, leurs traditions... À l'école, vos enfants croisent aussi d'autres cultures, inventent un nouveau vivre ensemble. Lors d'un festival, vous découvrez des danses, des musiques, de la cuisine d'autres régions. Et vous apprenez que votre commune est jumelée avec une ville africaine. Vous décidez alors de vous impliquer dans le conseil consultatif de coopération au développement afin d'apporter vos propres idées.

Vu comme ça, l'action des communes dans des projets de solidarité internationale semble très naturelle : c'est au niveau de pouvoir le plus proche des gens que l'on peut sans doute le mieux porter des projets autour de la dimension « Nord-Sud » et du vivre ensemble, notamment en impliquant les communautés issues de l'immigration. Citons par exemples le

jumelage entre Ixelles, avec son quartier de Matongé, et la commune de Kalamu (Kinshasa) ou encore le jumelage entre Molebeek et la ville d'Oujda au Nord-Est du Maroc. Avec la mondialisation de l'économie et le réchauffement climatique, la solidarité entre citoyen-ne-s du Nord et du Sud apparaît comme encore plus évidente : le monde est devenu un village, nos comportements ont

des répercussions à l'autre bout de la planète, notre destin est lié de manière irréversible à celui du reste du monde.

Mais pour aboutir à une société interculturelle et solidaire, il faut du temps, des moyens financiers et le respect de certaines balises pour changer les mentalités. Ainsi, la sensibilisation de la population est

essentielle. Par exemple en menant des actions ponctuelles (semaine de la solidarité internationale) ou des actions régulières (via les bibliothèques, les écoles, via la programmation des centres culturels ou les formations destinées au personnel, via le bulletin communal ou le site internet...).

L'éventail des actions possibles au niveau communal est large, qu'il s'agisse de coopération directe (la commune étant l'acteur et partenaire principal), semi-directe (par l'intermédiaire d'un partenaire) ou indirecte (via le soutien à des projets)¹. Les communes peuvent aussi aller plus loin dans leur démarche avec la mise sur pied d'un agenda local de développement durable (Agenda 21) et en faisant preuve de cohérence au niveau transversal (consommation équitable et durable, investissements éthiques, économie d'énergie, plan d'accueil et d'intégration des réfugiés...). Au-delà de leurs ressources propres, les communes peuvent trouver des financements en répondant à des appels à projet émanant de différents niveaux de pouvoir².

À l'heure des replis sur soi et des populismes de tout poil, il est essentiel de promouvoir la solidarité internationale. C'est du « win win », tant il est vrai que la coopération et la solidarité « enrichissent » et peuvent aboutir à des liens durables entre communes mais aussi entre collectifs citoyens.

Roland d'Hoop

1 Voir à ce sujet le guide communal de la solidarité internationale édité par le CNCD,

www.uvcw.be

Voir aussi le guide de coopération au développement édité pour les communes bruxelloises,

www.avcb-vsgb.be

2 La coopération au développement (DGD), l'Union des villes et communes, Wallonie Bruxelles International, les programmes européens. voir www.wbi.be

3 www.ovrinternational.be



Andrei Pandele photographie l'église Olari déplacée et cachée derrière un bloc d'appartements (Calea Mosilor, Bucarest) septembre 1982

L'OPÉRATION VILLAGE ROUMAINS (OVR), UNE CAMPAGNE QUI A MARQUÉ LES ESPRITS

En décembre 1988, un an avant la chute du Mur de Berlin, la Belgique découvre via un reportage de Josy Dubié (RTBF) les menaces de destruction de l'habitat traditionnel de milliers de villages de Roumanie. C'est le résultat de la politique de "systématisation" voulue par le président Ceausescu. La mobilisation s'organise alors dans les communes belges, afin de parrainer un village menacé. Au lendemain de la chute de la dictature, la campagne se focalise surtout sur l'aide d'urgence. Peu à peu naissent de nouveaux projets de développement durable. L'OVR a ainsi mis sur pied un réseau de tourisme rural avec logement chez l'habitant et organise des raids-vélos de solidarité à travers différentes régions du pays afin de financer des projets de développement durable. Aujourd'hui, on estime qu'il existe encore plus de 500 communes et associations coopérant avec leurs homologues roumaines, principalement en Belgique, France, Suisse et aux Pays-Bas³. Et si on lançait une nouvelle opération avec des communes du Sud confrontées à la misère ou à la guerre ?

QUAND DES CITOYEN-NE-S S'EMPARENT DU SLAM POUR EN FAIRE UN OUTIL DE RÉFLEXION ET D'EXPRESSION POLITIQUE

On pense souvent que les gens se désintéressent de la politique. Il suffit pourtant parfois de trouver le bon canal, la bonne porte d'entrée pour libérer la parole. Ainsi, le slam favorise l'appropriation d'enjeux politiques (ou autres) et la libre expression. Ce mode d'expression a donné un véritable coup de fouet à l'art de la poésie orale. Chacun, chacune, selon son envie, peut monter sur scène pour présenter un texte au public, sans musique, juste avec ses mots, son regard, sa personnalité, son rythme.

En 2015 et 2016, Oxfam-Magasins du monde a lancé le concours « slam in dignity » qui a permis à des dizaines de jeunes de s'exprimer sur des thématiques proches d'Oxfam¹. Résultat : des textes d'une grande force écrits par des jeunes qui au départ n'étaient pas spécialement intéressés par ces sujets.

À Liège, Gisèle et Lisette ont créé l'asbl « L-slam » dont l'objet social est l'animation et la mise en valeur d'ateliers slam avec des femmes de toute origine. Leurs buts ? Permettre aux femmes de s'exprimer, de retrouver confiance en elles et

dans leur capacité à s'exprimer : « Le slam est une forme de littérature orale et engagée. Permettre aux femmes de s'exprimer n'est jamais anodin car prendre la parole reste pour celles-ci toujours difficile. Au sein de l'asbl L-SLAM, nous nous adressons en plus à des femmes dont la parole a été confisquée ou en tout cas non reconnue dans sa légitimité. Nous leur rendons confiance à la fois dans leur capacité à dire mais aussi dans la légitimité de ce qu'elles ont à dire, grâce à un coaching spécifique et une visualisation de leurs créations sur scène. Nous pensons qu'elles seules sont en capacité de parler d'elles avec justesse. C'est donc bien un travail d'écriture agissante que nous proposons. »

Une réflexion basée sur le genre

Le but d'un tel atelier n'est pas seulement d'apprendre à slamer mais également de mener une réflexion féministe. Giselle et Lisette insistent sur ce point et sur l'importance du collectif : « Nous utilisons une méthodologie basée sur les Intelligences Citoyennes telles que Majo Hansotte les a conceptualisées. Nous travaillons le passage de l'expression d'un traumatisme personnel à une réflexion sociale, de genre. Nos interventions sont basées sur le collectif, l'entraide, la sororité et le partage de savoirs. Passer du « je » au « nous » permet de rendre l'injustice et la colère audibles par un public et ce faisant, d'être reconnues. »

Quant aux profils des participant-e-s de l'atelier, ils sont très variés en terme d'origines sociales, culturelles, d'âges ou de genres. Une attention particulière est donnée à la reconnaissance équitable des paroles émises. Et si vous vous inspirez de cette expérience pour lancer un atelier slam dans votre commune ?

Roland d'Hoop

Pour plus d'informations :

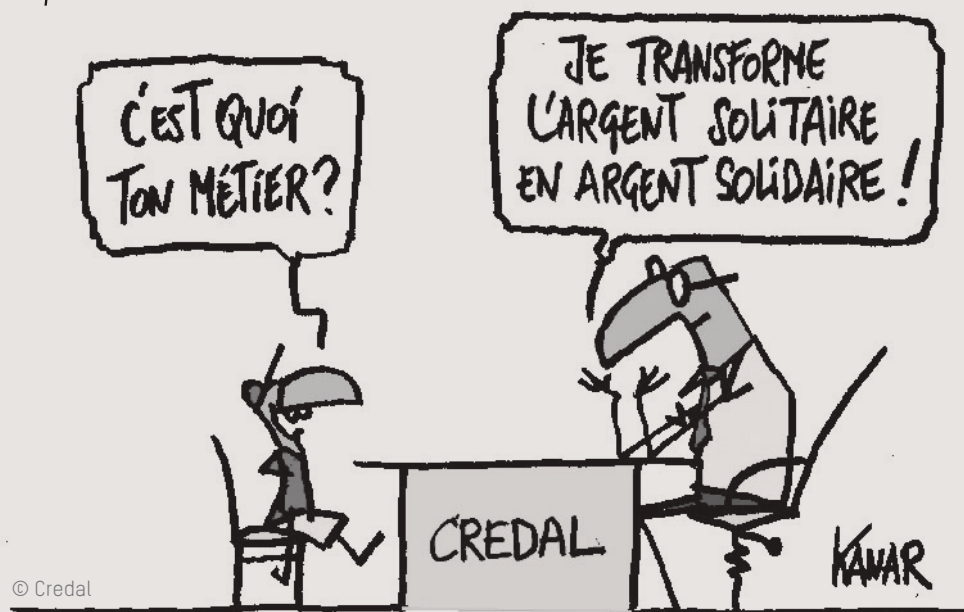
www.facebook.com/LSlamWithHeartAndSoul



1 Voir les vidéos des slams ici : www.moxfam.be - dernier onglet "slam in dignity"

QUAND L'ARGENT A DES VALEURS

Comment votre commune peut-elle agir pour une économie plus juste ? Les communes ont des leviers pour construire une société plus éthique et plus durable. L'aspect financier n'y échappe pas. Voici quelques pistes d'action concrètes.



Privilégier l'argent propre !

Dans le cadre d'une saine gestion de l'argent public, la plupart des communes épargnent et font des placements (à court ou à long terme). Les investissements socialement responsables ne sont pas plus risqués ou moins rentables que les produits classiques.¹ Placement de trésorerie, fond de pensions, ... autant de bonnes raisons de mettre de l'éthique au menu des finances communales. À côté de ces moyens classiques, de nouvelles initiatives prennent leur essor, les monnaies locales !

Les monnaies locales

De plus en plus de citoyen·ne·s cherchent des moyens d'agir pour que les échanges économiques profitent à l'économie réelle. La création de monnaies locales par des collectifs citoyens va dans ce sens. Ces monnaies permettent le développement de circuits monétaires centrés sur les besoins réels et profitant largement à l'économie locale en formant des boucles économiques locales² : j'achète un pain,

le boulanger achète des œufs, l'éleveur de poules pondeuses se fait couper les cheveux, la coiffeuse va au restaurant, le cuisinier achète ses légumes ... Ces échanges économiques sont donc un potentiel stimulant des acteurs économiques locaux.

Les communes peuvent soutenir financièrement l'asbl citoyenne gérant la monnaie locale ; en acceptant que les citoyen·ne·s payent à la commune certaines taxes, redevances et autres dépenses en monnaie locale ; en utilisant la monnaie locale pour payer certains fournisseurs locaux ou en payant une partie des jetons de présence des mandataires en monnaie locale.

Les citoyen·ne·s ont aussi un rôle à jouer. Nous pouvons toutes et tous interpellier nos autorités communales afin qu'elles soutiennent concrètement ces alternatives. Alors, à vous, à nous de jouer !

Martin Rose

1 Financité magazine n° 22. Voir le site: www.financite.be/fr

2 Eric Dewaele, Réseau des monnaies citoyennes en Belgique francophone. Associations fédérées au sein de l'ASBL Financité : Tour d'horizon synthétique à l'attention du SPF économie, février 2018.

LA CEINTURE ALIMENT-TERRE LIÉGEOISE OU LA DYNAMISATION DES CIRCUITS LOCAUX

Un article de Christian Jonet et de Claire Wiliquet

La Ceinture Aliment-Terre Liégeoise illustre à elle seule qu'il est possible de changer les choses au niveau local, pour essayer de construire de tout autres systèmes alimentaires.

Les jalons de l'utopie

L'aventure de la Ceinture Aliment-Terre Liégeoise (CATL) commence avec un rêve : celui de parvenir à fournir 50% de la demande alimentaire liégeoise avec des aliments produits localement dans les meilleures conditions écologiques et sociales à l'horizon de 25-30 ans. En 2013, 180 protagonistes des systèmes alimentaires liégeois ont déterminé les chantiers concrets pour arriver à cet objectif : quel accès à la terre ? Aux semences ? Comment assurer la logistique de distribution sans que celle-ci capte une partie trop importante de la marge ? Comment financer les nouveaux projets ? Quelle sensibilisation du grand public ? Quel est le prix « juste » : accessible pour les consommateurs et viable pour les producteurs ? Pour chaque chantier, des sous-groupes se sont mis à la recherche de pistes d'action, pour se concentrer ensuite sur la réalisation de projets concrets, majoritairement incarnés dans des coopératives.

La coopérative, un vecteur vers l'utopie

Au fil des réflexions, le modèle coopératif est apparu comme le mieux à même d'impulser le modèle alternatif désiré. Pour cette raison, les premières initiatives développées au départ de la dynamique ceinture alimentaire sont des coopératives à finalité sociale. C'est notamment le cas de la coopérative de production agroécologique "Les Compagnons de la Terre", le premier des projets, le plus emblématique et le plus avancé, directement issu de la Ceinture Aliment-Terre. Les meilleures idées des groupes de réflexion ont été capitalisées et injectées dans cette coopérative, qui englobe maintenant quasiment l'ensemble de la filière. D'autres projets émergent dans la dynamique de la CATL : la brasserie coopé-



native liégeoise, la coopérative Rayon9, qui fait du transport urbain en vélo, et Cycle en Terre qui produit des semences locales de variétés biologiques, etc.

Dynamiser les circuits courts

Le rôle de la CATL est de créer du lien entre le foisonnement d'initiatives, de leur offrir une certaine visibilité, de mettre en relation les projets naissants et l'écosystème déjà en place et enfin, de permettre de faire des économies d'échelle. L'objectif étant de créer un réseau dynamique entre partenaires partageant les mêmes valeurs. La multiplication d'initiatives qui fonctionnent bien, qui génèrent de l'adhésion, qui arrivent à produire de l'alimentation de bonne qualité en étant de plus en plus viables sur le plan économique et qui ont un potentiel de reproductibilité, laisse penser que l'objectif des 50% de l'alimentation produite localement dans de bonnes conditions écologiques et sociales est une utopie réaliste. Aujourd'hui, d'autres projets de ceintures alimentaires se mettent en place, notamment à Charleroi.

Article résumé par Sébastien Maes.

L'article complet est consultable sur le site d'UniverSud Liège :

www.universud.ulg.ac.be/laceinturealimentterre

COMMUNES DU COMMERCE ÉQUITABLE : UNE CAMPAGNE OUVERTE SUR LE MONDE... DEPUIS VOTRE COMMUNE !

Vous cherchez une façon d'agir localement pour un commerce plus juste, respectueux de l'humain et de l'environnement ? Alors la campagne « communes du commerce équitable » est faite pour vous.

Un groupe local Oxfam à l'origine de la campagne internationale

Fin 1999, Bruce Crowther, avec son groupe de bénévoles Oxfam à Garstang (Royaume-Uni), a eu une idée lumineuse : ils décident d'inviter à un repas tous les acteurs clés de la commune : le maire, les chef.fe.s d'établissement, les dirigeant.e.s des groupes professionnels et les chef.fe.s d'entreprise. A l'invitation du groupe local, les participant.e.s au repas signent une promesse d'achat et de consommation de produits issus du commerce équitable et de produits locaux. C'est ainsi qu'en avril 2000, vu le succès de cette action, les habitant.e.s de Garstang se décernent le titre de première ville équitable au monde. L'enthousiasme est à son comble, si bien que George Foulkes, un ancien sous-secrétaire d'État, n'hésite pas à déclarer que *"la balise qui a commencé à Garstang peut se répandre comme une traînée de poudre à travers le pays entier et au-delà."* Personne à l'époque n'aurait pu prédire à quel point ces mots seraient prophétiques.

Active dans plus de 30 pays

En 2000, Bruce n'imaginait pas que la campagne prendrait autant d'ampleur au niveau international. En effet, aujourd'hui plus de 33 pays participent à l'initiative qui rassemble plus de 2000 « fair trade towns » : Londres, Madrid, Amsterdam, Bruxelles, Toronto, San Francisco, Bonn, Boston, Copenhague, Helsinki, Stockholm, la côte ouest du Japon... Depuis peu, des pays du Sud participent également à la campagne : le Ghana, le Costa Rica, le Brésil, l'Equateur, le Cameroun, l'Inde, le Liban, etc. Une véritable dimension internationale en quelques années !

Tous et toutes autour d'un même projet


On peut se demander pourquoi avoir créé une campagne à partir d'une commune ? L'intuition de départ était de rassembler les acteurs d'une communauté autour d'un même objectif : rendre la consommation et la production plus respectueuses de l'humain et de l'environnement. A travers des gestes concrets portés par toute une communauté, on crée du changement pour tendre vers une transition durable et pour soutenir les enjeux et réalités des producteurs-trices. Avec le recul, Bruce Crowther estime que *"la campagne fair trade towns permet de placer le commerce équitable dans l'esprit de tout un chacun.e et de contribuer à le rendre plus courant, et à ce qu'il fasse partie de la norme"*.

La dynamique est bien lancée puisque chaque année, de nouvelles communes se lancent dans l'aventure !

Sophie Duponcheel



ASSOCIER COMMERCE ÉQUITABLE ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE : UTOPIE OU RÉALITÉ ?

 Propos recueillis par Sébastien Maes



Marc Dufumier est Agronome, Professeur émérite à l'AgroParisTech (Paris - France) et Président de Commerce Equitable France, la plate-forme des organisations de commerce équitable en France. Nous l'avons rencontré pour évoquer les liens entre le commerce équitable et la transition écologique.

En quoi le commerce équitable s'ancre-t-il dans le mouvement de la transition ?

À l'origine du commerce équitable, la relation avec une transition écologique n'était pas vraiment dans le cahier des charges. Il s'agissait davantage de commerce solidaire, avec certaines conditions environnementales.

Dès sa naissance, le mouvement du commerce équitable a fait le choix de faire de l'organisation démocratique de groupes de producteurs-trices une condition pour l'accès à son marché. Ce choix a permis de faire en sorte que, grâce à la prime de développement propre aux échanges commerciaux équitables, les gens, là-bas, ont pris leur affaire en main. Ils et elles disposent enfin d'un pouvoir d'achat suffisant pour nourrir correctement leur famille, acheter des produits de première nécessité, investir et faire progresser leurs activités de production.

Les partenaires producteurs sont conscients que, à long terme, même des consommatrices et des consommateurs militants ne vont pas acheter des produits de mauvaise ou moyenne qualité, uniquement parce qu'ils sont équitables. Quand les organisations de producteurs-trices sont bien organisées et démocratiques, il est fréquent de les voir opter pour des produits de qualité dont on peut espérer qu'ils vont être vendus un peu plus cher pour plus longtemps. En ce sens, on constate qu'il y a une évolution vers des produits labellisés Bio et des produits « gourmets ». En France, 75%

des produits équitables en provenance du Sud sont Bio, contre 25% il y a quelques années.

On peut en conclure que derrière le mouvement du commerce équitable, même si ce n'est pas inscrit tel quel dans le cahier des charges, il y a une évolution des systèmes de production qui va dans le sens de la transition écologique.

Pensez-vous que le mouvement du commerce équitable doit interpeller les autorités politiques, ou doit-il se cantonner à développer son alternative pour montrer qu'un autre commerce est possible ?

Très clairement, oui, il y a à mettre à profit la perspective d'élections.

Un discours politique efficace ne doit pas être que dénonciateur : il doit montrer par l'action que moyennant certaines conditions, il y a beaucoup

de choses qui peuvent changer positivement. En ce sens, l'objectif du mouvement du commerce équitable, c'est de démontrer qu'un autre commerce est possible, que quand les gens bénéficient d'une rémunération équitable, cela change les choses du point de vue écologique

et social. Par contre, il est clair que la transition écologique globale ne parviendra à s'imposer que quand on changera les règles du commerce à l'échelle mondiale. On peut commencer chez nous, on peut commencer en circuits courts, on peut commencer avec les produits du Sud... Mais l'intérêt du mouvement du commerce équitable

**UN DISCOURS
POLITIQUE EFFICACE
NE DOIT PAS
ÊTRE QUE
DÉNONCIATEUR**



est également d'avoir un discours politique porté par le fait de démontrer qu'autre chose est possible et qu'il faut maintenant jouer les changements d'échelle, en mettant en place les conditions socioéconomiques pour que cette alternative s'impose un peu partout. Donc c'est bien les deux qu'il faut faire à la fois.

Quelles seraient vos propositions pour des politiques en accord avec les valeurs du commerce équitable ?

Il y a eu en France, il y a quelques années, un mouvement de mairies qui s'engageaient à acheter localement des produits de qualité plus chers, afin de fournir de l'alimentation saine aux collectivités. Ce mouvement, soutenu à l'époque par la Fondation Nicolas Hulot, était en fait destiné à toutes les cuisines de collectivités et notamment aux cantines des écoles, collèges et lycées. Il y avait déjà une réelle prise de conscience que les perturbateurs endocriniens présents dans la nourriture, même à faibles doses sous forme de traces résiduelles de pesticides, ont des effets délétères et entraînent des maladies chroniques chez les plus jeunes.

Pourquoi n'utiliserions-nous pas les subventions de la PAC (Politique Agricole Commune) dans ce sens, en les attribuant aux collectivités territoriales, afin de leur permettre d'acheter localement des produits artisanaux, labellisés Bio et respectueux de l'environnement ? Ces subventions reviendraient en fin de course aux producteurs-trices. On sortirait alors d'un mécanisme d'aide – comme on aide des mendiants – pour aller vers une rémunération juste et équitable, en échange d'un service de qualité apporté par les producteurs et les productrices. Le travail dans le secteur agricole serait d'autant plus gratifiant.

**DES PAYSAN-NE-S
FIERS DE CE QU'ILS
FONT, ÇA PEUT ÊTRE
COMPATIBLE AVEC
LES ATTENTES DES
CONSOMMATEURS,
DES ENVIRONNE-
MENTALISTES ET DE
L'INTÉRÊT GÉNÉRAL.**

Que répondez-vous à ceux qui reprochent au bio de ne s'adresser qu'aux consommateurs-trices riches, qui peuvent se permettre le luxe de payer plus cher...

Une des solutions pour rendre le bio plus accessible serait justement d'attribuer le reste des subventions de la PAC aux producteurs-trices, sous la forme de rémunération en échange de services environnementaux sur une base contractuelle.

Cette rémunération permettrait de faire baisser

les prix, de façon à ce que les couches les plus modestes de la population puissent avoir accès à des produits de qualité à des prix raisonnables. Ce sont ces paiements de services environnementaux aux producteurs-trices qui éviteraient leur surcoût.

Les agriculteurs-trices pourraient ainsi être rémunérés pour des services environnementaux tel que le fait de séquestrer du carbone, de

sauvegarder des abeilles, de cultiver des protéines végétales pour diminuer les importations de soja transgénique, de ne plus utiliser d'engrais azotés de synthèse... Tout cela est très systémique mais les gens seraient correctement rémunérés pour nous rendre des services d'intérêt général, notamment environnementaux. Des paysan-ne-s fiers de ce qu'ils font, ça peut être compatible avec les attentes des consommateurs-trices, des environmentalistes et de l'intérêt général.



LA CAMPAGNE "COMMUNES DU COMMERCE ÉQUITABLE", UN OUTIL AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

En septembre 2015, au Sommet des Nations Unies de New York sur le développement durable, plus de 193 chefs d'Etat et de gouvernement ont adopté à l'unanimité un programme mondial audacieux intitulé : "Transformer notre monde, le programme de développement durable à l'horizon 2030". Il s'agit d'un plan d'action poursuivant 17 objectifs en faveur de la paix et la sécurité, de la lutte contre la pauvreté et la faim, de la protection de l'environnement et du travail décent.

LE COMMERCE ÉQUITABLE DANS MA COMMUNE ? JE PARTICIPE !



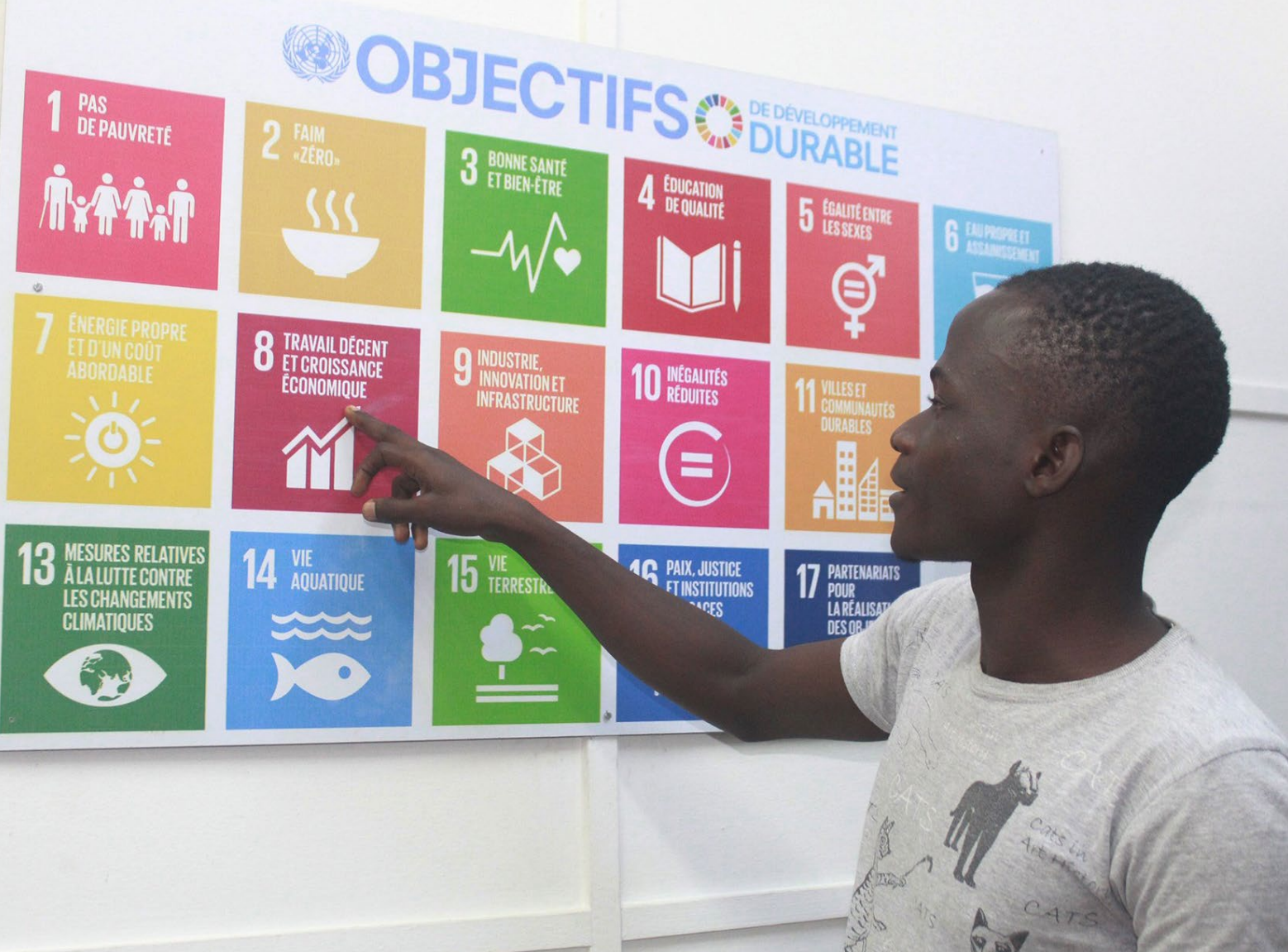
Tous les pays du monde, quel que soit leur niveau de développement, seront impliqués dans la mise en œuvre de ce programme. Les 17 objectifs de développement durable (ODD) visent, en effet, des problèmes qui les concernent tous, et chaque nation est tenue d'y apporter une réponse à son niveau, selon son propre contexte.

La Belgique a donc, elle aussi, approuvé ce programme et doit s'atteler à la tâche. Chez nous, les différents niveaux de pouvoir ont leur part de responsabilité, tel que le niveau communal, le plus proche du citoyen. Mais une commune va au-delà du pouvoir politique : une commune c'est également une myriade d'acteurs qui vivent, consomment, apprennent, font appel à des services, s'organisent collectivement, s'associent, se promènent, travaillent, agissent, créent, etc. En effet, une commune rassemble citoyen-ne-s, commerçant.e.s, établissement horeca, entreprises, associations, écoles, maisons de jeunes, centre culturel, enseignant-e-s et écoles, bibliothèque, centre sportif, etc. L'ensemble de ces acteurs peut également apporter sa pierre à l'édifice et contribuer, avec ses forces et motivations, à atteindre ces objectifs.

A nous d'agir aussi ... maintenant !

Le plus grand défi est à présent de les mettre en œuvre. Chacun peut y contribuer à son niveau au quotidien ! C'est important et il y a urgence¹. Qui plus est, d'après une étude commandée par l'Institut fédéral pour le développement durable (IFDD), publiée en octobre 2017, la Belgique doit encore fournir de nombreux efforts pour atteindre les ODD d'ici à 2030, notamment en matière de lutte contre la pauvreté et de production et de consommation responsables² (12^{ème} objectif des ODD).

« Communes du commerce équitable » fait partie des initiatives accessibles à tout un chacun-e qui permet d'atteindre, notamment, ce 12^{ème} objectif.



Une initiative au cœur de votre commune qui répond de manière efficace aux enjeux et réalités que connaissent tant les travailleurs et travailleuses du Nord que du Sud.

Comment agir dans sa commune ?

La campagne « Communes du commerce équitable » existe dans le monde entier (« Fair Trade Towns Campaign ») et chez nous, elle est active dans tout le pays avec plus de 200 communes impliquées. A Bruxelles et en Wallonie, près de 31 communes sont communes du commerce équitable et près de 70 communes sont actives dans la démarche.³ Concrètement, elle s'articule autour de 6 critères :

1. **Autorité communale** : le Conseil communal vote une résolution en faveur du commerce équitable dans laquelle il signifie la participation de la commune à la campagne; il engage l'administration communale à consommer deux produits issus du commerce équitable (dont le café).
2. **Commerces et Horeca** : un certain nombre de commerces et horeca (en fonction du nombre d'habitants) proposent à leur public des produits issus du commerce équitable.
3. **Entreprises, organisations et écoles** : ces acteurs proposent des produits issus du commerce équitable à leurs publics et les sensibilisent à la thématique.

1. Service Public Wallonie. « Objectifs du développement durable ». Site internet : wallonie.be.

2. Lalmand, Eric (2018, janv.). « Développement durable : 6 nouveaux ambassadeurs pour promouvoir les objectifs belges. Rtbf Info. Site internet.

3. Voir la liste des communes sur www.cdce.be.

4. Voir par exemple les outils proposés par le SPW ; un helpdesk est aussi à disposition des acheteurs publics



Remise du titre "Enghien, commune du commerce équitable" en septembre 2017

4. **Communication et sensibilisation:**

communication régulière vers les médias et organisation d'au moins un évènement annuel à destination du grand public.

5. **Comité de pilotage :** il est constitué pour assurer et coordonner la dynamique sur le territoire.

6. **Produits agricoles locaux et durables :**

la commune ne limite pas son engagement au commerce équitable de produits du Sud mais soutient aussi une initiative en faveur des produits agricoles locaux et durables.

Une campagne à tous les niveaux : politique, économique et éducatif

Comme dit plus haut, chaque citoyen·ne peut amener sa pierre à l'édifice selon ses talents et envies :

Au niveau politique, les élu·e·s communaux peuvent s'inscrire dans la campagne et valoriser leur engagement.

Par exemple, Enghien a réussi en moins d'un an à impliquer les acteurs locaux. Au-delà de

la consommation de minimum deux produits du commerce équitable, la commune intègre dans ses marchés publics les principes du commerce équitable comme critère de sélection pour l'ensemble des produits issus des pays du Sud. D'autres communes ont fait le même pas comme Bastogne, Eghezée, Tournai, etc.

Cette démarche reste encore minoritaire alors que des guides et mode d'emploi d'achats durables existent pour aider les responsables achats des communes⁴.

Il est primordial que les communes s'engagent activement pour plus de justice dans l'organisation de la production et de la consommation. Par cet engagement et par sa consommation, la commune montre que c'est possible, que des alternatives existent, qu'elles sont à la portée de tout un chacun.e.

Au niveau éducatif, les écoles peuvent mettre en place des projets autour de la consommation responsable, comme l'ont

fait par exemple le Lycée Mater Dei et le collège Jean XXIII à Woluwé-Saint-Pierre.

Au niveau économique, les entreprises, commerces et établissements Horeca peuvent proposer des produits équitables et locaux à leur public. Par exemple, Agricover (une coopérative de producteurs·trices et consommateurs·trices avec comptoir de vente situé à Gembloux) allie parfaitement produits issus du commerce équitable du Sud et produits locaux. D'ailleurs, la coopérative est depuis peu membre de la BFTF (Belgian Fair Trade Federation). La BFTF est une plateforme qui rassemble des entreprises et des associations actives dans le commerce équitable en Wallonie et à Bruxelles dont est membre par exemple, Oxfam-Magasins du monde, Ethiquable, l'envol du colibri et Miel Maya Honing, pour les plus connus. Depuis 2015, la fédération a ouvert les candidatures aux groupements de producteurs acteurs d'un commerce équitable « local ». Cette décision a permis à des coopératives comme Agricover de devenir membre de la fédération. Toujours à la recherche de fournir le prix le plus juste au Nord comme au Sud, cette reconnaissance officielle est une vraie victoire pour Agricover. En effet, non seulement elle informe les consommateurs·trices d'une reconnaissance officielle comme organisme de commerce équitable mais en plus, elle permet à la coopérative d'échanger et de partager des bonnes pratiques avec d'autres organisations de commerce équitable.

Ici la coopérative est un véritable lieu de vente pour les producteurs·trices de chez nous.



JM Oxfam du Lycée Mater Dei de Woluwé-Saint-Pierre.



Toutefois, le monde agricole paysan n'a pas toujours un accès aussi facile au marché local. Or cet accès est primordial à la pérennité de leur activité. Il faut donc donner les moyens aux agriculteurs et agricultrices de commercialiser leurs produits auprès des citoyens·ne·s. A Soignies, par exemple, un espace de vente dédié aux produits de chez nous a été aménagé sur la place de la ville chaque vendredi du mois. Une belle initiative en faveur des produits de chez nous !

Notons aussi les nombreuses rencontres en tout genre organisées dans les communes de Wallonie et à Bruxelles. Par exemple, à Bastogne et ce depuis deux ans est organisée une chasse aux œufs équitables dans le parc de la ville. Également, à Eghezée, une journée dédiée aux alternatives a été organisée en octobre 2016. Au programme : petit déjeuner équitable suivi de la projection du film « Demain » avec débat et finalement un forum des associations locales actives dans « l'autrement » était proposé. Autant de moments festifs et conviviaux qui permettent d'attirer et de sensibiliser un public peut-être moins informé et convaincu par un commerce plus juste, solidaire et durable.

Sophie Duponcheel

Tournai, commune du commerce équitable"
équipe de bénévoles Oxfam, octobre 2017.

FAIRE DES ACHATS PUBLICS DE VÊTEMENTS DE TRAVAIL DURABLES UN ENJEU FORT DE CES ÉLECTIONS

 Propos recueillis par Patrick Veillard



Les communes se sentent parfois désarmées face aux possibilités d'agir de manière concrète en faveur d'une économie plus juste. Les marchés publics leur en donnent une bonne occasion.

Le point avec Carole Crabbé du Mouvement AchACT.

Quelle est la situation en Belgique en matière d'achats publics durables ?

Mise à part une enquête d'achACT et Ecoconso (en cours de publication), nous disposons de très peu de données précises. Mais de manière générale, on constate que les pouvoirs de tutelle encouragent de plus en plus les autorités publiques à acheter durable. Une directive européenne, votée en 2012 et transposée en 2017 dans la loi Belge, a ainsi permis des avancées. Il est maintenant plus facile de faire

référence à des labels comme élément de preuve du respect de critères durables. La loi autorise également la prise en compte non seulement du coût d'acquisition, mais de l'ensemble des coûts liés au cycle de vie du produit. C'est ce que l'on appelle en termes juridiques « choisir l'offre économiquement la plus avantageuse » : cela permet d'intégrer les impacts sociaux et environnementaux de la production et donc d'encourager les achats durables. Enfin, il est maintenant plus simple de séparer les marchés en différents



lots, ce qui favorise également les fournisseurs durables (souvent de taille modeste et donc potentiellement en incapacité de fournir l'entièreté des produits d'un seul grand appel d'offres).

Quels sont les critères à respecter pour l'achat de vêtements socialement responsables ?

Ce sont essentiellement le respect des droits fondamentaux des travailleuses et travailleurs tels que définis par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et la Déclaration universelle des droits de l'Homme : interdiction du travail des enfants, du travail forcé, des discriminations, le droit à la négociation collective, à un salaire vital, à une durée de travail limitée, à un contrat de travail, etc.¹

Comment s'assure-t-on du respect de ces critères ?

C'est ce que l'on appelle l'élément de preuve, l'une des plus grandes difficultés actuellement pour un acheteur de vêtements socialement responsables. Car contrairement au domaine environnemental, il n'existe pas de standard universellement admis au niveau éthique. Un acheteur tel qu'Anderlecht, pourtant l'une des communes à la pointe dans ce domaine, ne demande ainsi à ses soumissionnaires qu'une simple déclaration sur l'honneur pour faire respecter les critères éthiques de son cahier des charges.

Que proposez-vous sur cette question ?

La Belgique pourrait s'inspirer de ses voisins, en particulier des Pays-Bas. Chez ces derniers, des éléments de preuve convaincants et reconnus par les autorités doivent être apportés par les soumissionnaires eux-mêmes : par exemple une

justification de production dans un pays peu risqué au niveau social, ou bien l'adhésion à un standard tel que la Fair Wear Foundation (FWF) pour l'habillement ou le label Fairtrade pour le coton. Cette politique a notamment amené toute une série d'entreprises à s'affilier à la FWF (selon nous, l'initiative multipartite la plus crédible au niveau européen) et a donc fait beaucoup progresser les achats publics durables. De ce point de vue, le Plan d'Action National (PAN) Entreprises et Droits de l'Homme, adopté par la Belgique en 2017, pourrait être un bon marche-pied vers une politique belge similaire.

Quid des élections à venir ?

Dans le cadre des élections communales, nous proposons aux personnes intéressées de devenir Miss/Mister achats durables dans leur commune. Après une formation, ces citoyen-ne-s pourront interpeller les candidat-e-s et sensibiliser autour d'eux, afin de faire des achats publics de vêtements de travail durables un enjeu fort de ces élections.



Le 13 janvier 2018, une quarantaine de jeunes d'Oxfam-Magasins du monde menaient une action originale, en collaboration avec achACT, devant le magasin Primark de la Rue Neuve à Bruxelles.

1 Ces différents critères ainsi que les démarches en matière d'achats durables sont notamment détaillés dans le mode d'emploi de l'achat écologique et socialement responsable – spécial vêtements de travail et promotionnels (achACT, Ecoconso – 2012).

DANS LE SUD AUSSI, DES COMMUNES SE LANCENT DANS L'AVENTURE DU COMMERCE ÉQUITABLE !

Faire rayonner la campagne « fair trade towns » dans les pays du Sud n'est pas aussi simple que dans les pays du Nord. En effet, les acteurs de la société civile travaillent très peu sur la thématique du commerce équitable. En général, le concept de commerce équitable est donc très peu connu des citoyen.ne.s qui ne sont pas conscient.e.s de leur pouvoir de changement en tant que consommateurs-trices. Le point sur la situation au Brésil, au Liban, au Cameroun et en Corée du Sud.

« Fair trade towns », un moteur pour le Liban

Au Liban, le commerce équitable prend de plus en plus d'importance tant pour les citoyen.ne.s que pour les producteurs-trices du pays. La campagne « fair trade towns », soutenue par Fair Trade Lebanon, est active depuis active depuis 2013. Fair Trade Lebanon (la plate forme principale du commerce équitable depuis 2006) soutient les activités des coopératives et permet l'ancrage des produits sur le marché local et international.

Le Liban est un pays qui regroupe plus de 18 ethnies différentes où plus d'un quart de la population est composée de réfugié.e.s fuyant les pays voisins. Dans ce contexte, la campagne "fair trade towns" permet de favoriser des liens sociaux et économiques entre les différentes communautés, l'échange de produits, le rassemblement de militant.e.s d'origines différentes et le développement d'une plateforme de solidarité et de soutien mutuel. La mobilisation citoyenne autour du commerce équitable est devenue un moyen d'unir les efforts pour lutter contre les injustices et pour améliorer les conditions de vies de leurs propres communautés. Au Liban, la campagne est donc synonyme de changement. Régina, Libanaise de 22 ans, explique : « Le commerce équitable est un outil concret de changement et de développement pour les producteurs-trices de la région.. Dans

également aux paysan-ne.s de rester sur leur terre et de pérenniser leurs activités ».

Au Cameroun, on mise sur la participation des femmes et des jeunes

Au Cameroun, la campagne existe depuis 2014, avec Ebolowa comme première ville à avoir reçu le titre de « commune du commerce équitable ». Il s'agit de la 3^{ème} du

mon village de Baskinta, le commerce équitable permet de lutter contre les injustices, les inégalités et permet



Journée internationale du Commerce Équitable en 2016 où plusieurs producteurs-trices de différents pays étaient invité.e.s.

Brésil : le commerce équitable, une notion à faire connaître et à étendre aux produits locaux

Au Brésil, de grandes multinationales spécialisées dans l'agro-industrie écrasent la production de l'agriculture familiale et le commerce équitable est très peu connu des Brésilien.ne.s. Dès lors, le grand défi est de renforcer et d'appuyer les petits producteurs-trices afin de leur donner un accès au marché local et dans un deuxième temps de sensibiliser les Brésilie.ne.s à une consommation responsable et durable.

Actuellement, Poços de Caldas et Rio de Janeiro ont reçu le titre de « fair trade town », tandis que Boa Esperança (Minas Gerais – Sud-Est du pays) est la troisième ville brésilienne en route vers le titre. Andre Reis, président de la « Cooperativa Dos Costaset » et membre du comité de pilotage de Boa Esperança témoigne de l'importance de cette campagne : « Pour notre coopérative, c'est un honneur de pouvoir mener ce processus au niveau local. Il est de plus en plus important de repenser le commerce équitable dans nos localités afin de mieux comprendre ce que signifie cultiver et commercialiser le café et d'autres produits avec solidarité et durabilité ».



Coteaux Heliopolis : du vin équitable à la place du pavot et du cannabis Au nord de la Bekaa, en 2000, des agriculteurs/trices de 11 villages de la région ont créé la coopérative des coteaux d'Héliopolis, grâce à un appui technique et des subventions du département français de l'Oise. L'objectif était de s'organiser autour d'une activité légale et lucrative pour abandonner la culture de plantations illicites. Résultat : des cépages de Syrah, Cabernet-sauvignon, Tempranillo et Caladoc, certifiés équitables, ont remplacé les cultures de pavot et de cannabis et font vivre 250 agriculteurs/trices dans cette région reculée du Liban.

continent africain, après deux autres villes au Ghana. La campagne Camerounaise s'est adaptée aux réalités et enjeux du pays et se différencie donc de la campagne au niveau international. Le coordinateur de la campagne explique : « *Au Cameroun, les producteurs-trices souhaitent voir plus d'initiatives de type « fair trade towns campaign» car celle-ci permet d'avoir un meilleur accès au marché local et donc d'améliorer leurs conditions de vie.* Comme en Belgique, ils ont décidé d'ajouter un 6ème critère : associer les femmes et les jeunes à la démarche « fair trade towns ». Ce critère permet de s'assurer que la diversité de la société camerounaise soit représentée dans les groupes de pilotage de campagne dans un pays où le contexte ne le permet pas toujours. L'exemple du Cameroun – tout comme celui du Brésil – montre l'importance de pouvoir adapter les critères de la campagne aux enjeux et réalités de chaque pays, pour la rendre plus efficace et porteuse.

En Corée du Sud, le commerce équitable est une alternative à déployer tant dans le Nord que dans le Sud.

En Corée du Sud, la campagne a débuté en 2010 avec Incheon comme première « fair trade town ». En deux ans, de nombreuses organisations de commerce équitable se sont rassemblées pour former le réseau KFTO (Koera Fair Trade Organisation). Séoul, cette immense ville de plus de 10 millions d'habitants, est candidate au titre de « fair trade town ». La capitale coréenne est sans doute la seule ville au monde qui possède un magasin de commerce équitable à l'intérieur de l'hôtel de ville. Appelé 'Village du Monde', il est animé

par chaque organisation de commerce équitable qui organise chaque mois des ateliers et des galeries de commerce équitable sur ses propres produits ou producteurs-trices avec lesquels elle travaille.

Kangbaek Lee, directeur Exécutif de KFTO (Korea Fair Trade Organization), explique l'origine de sa démarche : « *Après la guerre de Corée, nous avons reçu une aide étrangère. Depuis cette période, la population coréenne est demandeuse de soutenir des projets et causes proche de l'humain comme le commerce équitable. Nous essayons de faire connaître le commerce équitable dans notre pays grâce aux ambassadeurs-trices du commerce équitable afin de déployer les messages à travers les différentes communautés telles que les écoles et les églises par le biais d'ateliers pédagogiques. Nos politiques sont aussi très ouvertes au concept de commerce équitable et le voient comme la clé de l'avenir. Toutefois, le commerce équitable ne fait pas toujours l'unanimité.*

Nous souhaitons impliquer davantage d'acteurs et de villes dans la campagne « fair trade towns ». Pour cela, nous avons été fort inspiré par la campagne belge et nous pensons élargir le commerce équitable vers les produits de chez nous. Pour nous, prendre en compte les producteurs locaux permettrait d'attirer et de convaincre les autorités locales à travailler sur la consommation et la production responsable via les « fair trade towns ». Nous y travaillons cette année afin de concrétiser cette volonté en 2019. Cela permettra de répondre tant aux enjeux agricoles du Nord que du Sud. Notre enjeu est vraiment de déployer la campagne (encore très peu connue des citoyen-ne-s) à travers le pays. »

Sophie Duponcheel

10 PROPOSITIONS CONCRÈTES AU NIVEAU COMMUNAL

Nous proposons aux communes de :

1

Voter une résolution pour marquer son engagement à devenir une commune du commerce équitable



2

Informier et sensibiliser le personnel communal au commerce équitable en organisant un petit déjeuner équitable



3

Soutenir et valoriser les produits locaux et durables



4

Favoriser l'alimentation locale et durable dans les cantines scolaires



5

Intégrer des critères de commerce équitable comme critères de sélection dans ses marchés publics pour les produits alimentaires et les boissons issus de pays du Sud



6

Inscrire dans leur Déclaration de Politique Générale "Nos achats de vêtements de travail, de sécurité et promotionnels tiendront compte du respect des droits fondamentaux des travailleuses et des travailleurs"



7

Redynamiser les centres villes en valorisant les commerces durables, locaux, équitables tout en demandant un minimum de transparence et de responsabilité socio-environnementale aux commerces en projet d'installation



8

Mettre en place une politique d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire, au travers d'activités de sensibilisation dans les écoles de la commune



9

Consacrer une part de son budget à la solidarité internationale



10

Devenir une « commune hospitalière » là où les réfugié-e-s sont des citoyen-ne-s comme les autres



Plus d'informations sur

www.omdm.be/une-autre-commune

DÉVELOPPONS LES INITIATIVES CITOYENNES!



AGISSONS ENSEMBLE !

Chacune et chacun peut organiser une action à sa mesure, individuellement ou collectivement, dans sa commune, dans son école, dans son entourage. Téléchargez nos fiches actions et contactez les groupes associatifs locaux pour leur proposer une action collective.

COMMUNIQUEZ !

Vous pouvez obtenir un soutien et des supports d'information de la part d'Oxfam-Magasins du monde. Contactez nos coordinateurs-trices locaux. N'hésitez pas à partager vos photos d'actions sur notre site ou sur notre page Facebook, Instagram et Twitter.

UNE AUTRE COMMUNE EST POSSIBLE

www.omdm.be/une-autre-commune



OXFAM

Magasins du monde